

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/STR/N/7/JPN
6 août 2001

(01-3901)

Groupe de travail des entreprises
commerciales d'État

Original: anglais

COMMERCE D'ÉTAT

Nouvelle notification complète conformément à l'article XVII:4 a) du
GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémoire d'accord
sur l'interprétation de l'article XVII

JAPON

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après,
datée du 17 juillet 2001.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
TABAC EN FEUILLES	2
SEL D'UTILISATION COURANTE	3
OPIUM	5
ALCOOL	7
RIZ, FROMENT ET ORGE	9
PRODUITS LAITIERS	12
SOIE GRÈGE	14
RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES	16

TABAC EN FEUILLES

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

A. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Société japonaise des tabacs (JTI).

B. DÉSIGNATION DES PRODUITS VISÉS (Y COMPRIS LA (LES) POSITION(S) TARIFAIRE(S) CORRESPONDANTE(S))

Tabac en feuilles (SH n° 2401.10, 2401.20, 2401.30 et 2403.91).

II. RAISON ET OBJET

A. RAISON ET OBJET DE LA CRÉATION ET/OU DU MAINTIEN DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

La JTI a le monopole de la production de tabac en vue d'assurer un développement rationnel de l'industrie suivant les dispositions de la Loi sur le commerce du tabac; les négociants privés peuvent importer du tabac en feuilles, mais du fait de l'existence du monopole, toutes les importations de ce produit sont en fait subordonnées à son rachat par la JTI.

B. EXPOSÉ SUCCINCT DU FONDEMENT JURIDIQUE DE L'OCTROI DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX PERTINENTS, Y COMPRIS LES DISPOSITIONS LÉGALES ET BRÈVE DESCRIPTION DES POUVOIRS LÉGAUX OU CONSTITUTIONNELS

Le monopole de la production de tabac fabriqué est prévu à l'article 8 de la Loi sur le commerce du tabac.

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

A. APERÇU DES OPÉRATIONS DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

La JTI a pour activité principale la fabrication et la vente de produits de tabac. Elle procède par ailleurs à une diversification de ses activités vers les secteurs pharmaceutique, alimentaire, agro-industriel, immobilier et vers l'ingénierie.

B. INDICATION DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX DONT BÉNÉFICIE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Les importations de tabac en feuilles et de tabac fabriqué ont été libéralisées le 1^{er} avril 1985. Toutefois, la Société japonaise des tabacs (JTI) ayant toujours le monopole de la production de tabac fabriqué, les importations de tabac en feuilles sont subordonnées au rachat de ce produit par la JTI.

C. TYPE D'ENTITÉS AUTRES QUE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT QUI SONT AUTORISÉES À EFFECTUER DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS ET CONDITIONS DE LEUR PARTICIPATION À CES OPÉRATIONS

Toute entité peut effectuer des importations sans autorisation.

D. MODALITÉS DE FIXATION DU NIVEAU DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS PAR L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

La JTI importe du tabac en feuilles en se fondant sur des considérations d'ordre commercial telles que la situation de l'offre et de la demande de tabac fabriqué, la qualité, les prix du marché et d'autres caractéristiques du tabac en feuilles.

E. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX À L'EXPORTATION

La JTI exporte du tabac en feuilles sur la base des critères commerciaux.

F. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE REVENTE DES PRODUITS IMPORTÉS

La JTI ne revend pas de tabac en feuilles importé.

G. INDiquer SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT NÉGOCIE DES CONTRATS À LONG TERME; SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT EST UTILISÉE POUR REMPLIR LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ASSUMÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

La JTI ne négocie pas de contrats à long terme.

H. BRÈVE DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU MARCHÉ

La JTI est tenue d'acheter la totalité de la production de tabac en feuilles des cultivateurs du PMI qui passent avec elle des contrats d'achat.

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

(Voir ci-joint les tableaux I à III concernant le tabac.)

SEL D'UTILISATION COURANTE

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

A. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Le Centre industriel japonais du sel.

B. DÉSIGNATION DES PRODUITS VISÉS (Y COMPRIS LA (LES) POSITION(S) TARIFAIRE(S) CORRESPONDANTE(S))

Sel (SH n° 2501.00).

Note: Depuis le 1^{er} avril 1997, quiconque peut vendre du sel importé destiné à l'industrie des boissons gazeuses, qui représente la majeure partie du sel importé, après enregistrement auprès du Ministère des finances.

II. RAISON ET OBJET

A. RAISON ET OBJET DE LA CRÉATION ET/OU DU MAINTIEN DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Le maintien d'une entreprise commerciale d'État a pour but d'atténuer les effets néfastes que la déréglementation pourrait avoir pour les consommateurs et les producteurs de sel nationaux.

Note: Le Centre industriel japonais du sel abandonnera son rôle d'entreprise commerciale d'État le 31 mars 2002 du fait de la déréglementation du secteur du sel.

B. EXPOSÉ SUCCINCT DU FONDEMENT JURIDIQUE DE L'OCTROI DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX PERTINENTS, Y COMPRIS LES DISPOSITIONS LÉGALES ET BRÈVE DESCRIPTION DES POUVOIRS LÉGAUX OU CONSTITUTIONNELS

Le Centre industriel japonais du sel est habilité à exercer, du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 2002, le contrôle de la distribution du sel importé d'utilisation courante (article 38 des dispositions supplémentaires de la Loi sur le secteur du sel).

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

A. APERÇU DES OPÉRATIONS DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Le Centre industriel japonais du sel assure l'approvisionnement en sel d'utilisation courante et son stockage pour les cas d'urgence. Il joue également le rôle d'institut public de recherche sur le sel et gère l'aide au secteur du sel.

B. INDICATION DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX DONT BÉNÉFICIE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Le Centre industriel japonais du sel, désigné par le Ministère des finances, a un droit exclusif de distribution du sel importé pour l'utilisation courante du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 2002.

C. TYPE D'ENTITÉS AUTRES QUE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT QUI SONT AUTORISÉES À EFFECTUER DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS ET CONDITIONS DE LEUR PARTICIPATION À CES OPÉRATIONS

Jusqu'au 31 mars 2002, le Centre industriel japonais du sel contrôle la distribution du sel d'utilisation courante. Après cette date, l'industrie du sel ne sera plus réglementée.

D. MODALITÉS DE FIXATION DU NIVEAU DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS PAR L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Le Centre industriel japonais du sel détermine la quantité de sel à importer en fonction de la situation de l'offre et de la demande en sel, ainsi que de considérations d'ordre commercial telles que le prix d'importation.

E. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX À L'EXPORTATION

Le Centre industriel japonais du sel n'agit pas en tant qu'entreprise commerciale d'État pour ce qui est des exportations de sel.

F. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE REVENTE DES PRODUITS IMPORTÉS

Le Centre industriel japonais du sel fixe le prix de gros de chaque type de sel afin de maintenir l'équilibre à moyen et long termes de la balance des paiements compte tenu des coûts (par exemple celui du traitement de la matière première). En outre, toute variation de prix est soumise à l'approbation du Ministre des finances pour atténuer les répercussions possibles sur les consommateurs.

G. INDIQUER SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT NÉGOCIE DES CONTRATS À LONG TERME; SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT EST UTILISÉE POUR REMPLIR LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ASSUMÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

Les premiers contrats ont été conclus entre des grossistes et le Centre industriel japonais du sel pour une durée de cinq ans afin d'assurer la régularité de l'approvisionnement des consommateurs. À l'expiration de la période transitoire (c'est-à-dire après le 1^{er} avril 2002), le droit exclusif de distribution du sel importé d'utilisation courante sera supprimé, et le Centre industriel japonais du sel abandonnera son rôle d'entreprise commerciale d'État.

H. BRÈVE DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU MARCHÉ

Durant la période de transition, le Centre industriel japonais du sel détermine les quantités de sel à importer et à acheter aux producteurs nationaux en se fondant sur la situation de l'offre et de la demande; il vend du sel aux grossistes de gré à gré.

OPIUM

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

A. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Gouvernement japonais (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale).

B. DÉSIGNATION DES PRODUITS VISÉS (Y COMPRIS LA (LES) POSITION(S) TARIFAIRE(S) CORRESPONDANTE(S))

Opium (SH n° 1302.11).

II. RAISON ET OBJET

A. RAISON ET OBJET DE LA CRÉATION ET/OU DU MAINTIEN DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'objet du maintien de l'entreprise commerciale d'État est d'assurer un approvisionnement rationnel en opium utilisé à des fins médicales et scientifiques et d'exercer le contrôle nécessaire sur la culture du pavot et sur le transfert, la réception et la possession, notamment, d'opium et de paille de pavot.

B. EXPOSÉ SUCCINCT DU FONDEMENT JURIDIQUE DE L'OCTROI DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX PERTINENTS, Y COMPRIS LES DISPOSITIONS LÉGALES ET BRÈVE DESCRIPTION DES POUVOIRS LÉGAUX OU CONSTITUTIONNELS

Les dispositions de la Loi sur l'opium prévoient que seul le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale est agréé comme entreprise commerciale d'État et habilité à importer et

exporter de l'opium, à acheter l'opium aux producteurs de pavot et à ceux qui le cultivent pour la recherche (catégorie A), ainsi qu'à vendre de l'opium aux fabricants de stupéfiants et aux instituts de recherche sur les stupéfiants.

Le monopole de l'importation et de l'exportation de l'opium est prévu par l'article 2 de la Loi sur l'opium.

Cette réglementation est fondée sur les dispositions de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961.

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

A. APERÇU DES OPÉRATIONS DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale, en sa qualité d'entreprise commerciale d'État, importe de l'opium en provenance de l'Inde par l'intermédiaire de personnes mandatées par lui.

Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale détermine les quantités d'opium qui doivent être importées au Japon en se fondant sur des facteurs tels que la demande intérieure et l'offre extérieure d'opium.

B. INDICATION DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX DONT BÉNÉFICIE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Le droit d'importer et d'exporter de l'opium revient exclusivement au Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale ou aux personnes mandatées par cet organe.

Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale achète également tout l'opium récolté par les producteurs de pavot ou cultivé pour la recherche (catégorie A).

Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale détermine, en collaboration avec le Ministère des finances, les prix auxquels l'opium est acheté aux planteurs nationaux en fonction des conditions de production du pavot, des prix à l'importation de l'opium et d'autres facteurs économiques.

C. TYPE D'ENTITÉS AUTRES QUE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT QUI SONT AUTORISÉES À EFFECTUER DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS ET CONDITIONS DE LEUR PARTICIPATION À CES OPÉRATIONS

Aucun organisme autre que le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale n'est autorisé à importer ou à exporter de l'opium.

D. MODALITÉS DE FIXATION DU NIVEAU DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS PAR L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale détermine la quantité d'opium devant être importée au Japon en se fondant sur des facteurs tels que la demande intérieure et l'offre extérieure d'opium.

E. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX À L'EXPORTATION

Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale n'exporte pas d'opium.

F. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE REVENTE DES PRODUITS IMPORTÉS

Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale détermine le prix de vente en se fondant sur des facteurs tels que le prix d'importation et les autres coûts.

G. INDIQUER SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT NÉGOCIE DES CONTRATS À LONG TERME; SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT EST UTILISÉE POUR REMPLIR LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ASSUMÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale ne négocie pas de contrats à long terme.

H. BRÈVE DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU MARCHÉ

Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale importe de l'opium par l'intermédiaire de personnes mandatées par lui et achète tout l'opium produit par les cultivateurs de pavot ou récolté pour les besoins de la recherche. Le Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale vend de l'opium aux fabricants de stupéfiants et aux instituts de recherche sur les stupéfiants.

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

(Voir ci-joint les tableaux I à III concernant l'opium.)

V. RAISONS DE L'ABSENCE DE COMMERCE AVEC L'ÉTRANGER (LE CAS ÉCHÉANT)

Tout l'opium importé est utilisé à des fins médicales et scientifiques.

Le Japon ne produit pas d'opium pour l'exportation.

ALCOOL

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

A. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Organisation pour le développement des énergies nouvelles et des techniques industrielles (NEDO).

B. DÉSIGNATION DES PRODUITS VISÉS (Y COMPRIS LA (LES) POSITION(S) TARIFAIRE(S) CORRESPONDANTE(S))

Alcool d'un titre alcoométrique volumique de 90 pour cent vol. ou plus.

II. RAISON ET OBJET

A. RAISON ET OBJET DE LA CRÉATION ET/OU DU MAINTIEN DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Le monopole concernant un certain type d'alcool (défini ci-dessus) maintenu durant plus de 60 ans a été aboli le 31 mars 2001. On craint qu'une libéralisation soudaine du marché des alcools par l'abolition du système de monopole n'influence défavorablement la distribution et les prix, surtout pour les consommateurs géographiquement éloignés et les petits consommateurs, en raison du faible développement des réseaux de distribution privés. Afin d'atténuer les effets de ce changement radical intervenu sur le marché, la NEDO effectue, à titre transitoire, toutes les opérations d'achat et de vente d'alcool pour une durée d'environ cinq ans à compter du 1^{er} avril 2001.

B. EXPOSÉ SUCCINCT DU FONDEMENT JURIDIQUE DE L'OCTROI DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX PERTINENTS, Y COMPRIS LES DISPOSITIONS LÉGALES ET BRÈVE DESCRIPTION DES POUVOIRS LÉGAUX OU CONSTITUTIONNELS

Les dispositions concernant toutes les opérations d'achat et de vente d'alcool par la NEDO sont énoncées aux articles 2 et 6 de l'Appendice de la Loi sur le commerce de l'alcool.

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

A. APERÇU DES OPÉRATIONS DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

La NEDO effectue toutes les opérations d'achat et de vente d'alcool importé par des importateurs autorisés et produit par des producteurs autorisés pour une durée d'environ cinq ans à compter du 1^{er} avril 2001.

B. INDICATION DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX DONT BÉNÉFICIE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

La NEDO bénéficie d'un monopole d'achat et de vente pour tous les alcools importés par des importateurs autorisés et produits par des producteurs autorisés pour une durée d'environ cinq ans à compter du 1^{er} avril 2001.

C. TYPE D'ENTITÉS AUTRES QUE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT QUI SONT AUTORISÉES À EFFECTUER DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS ET CONDITIONS DE LEUR PARTICIPATION À CES OPÉRATIONS

À condition d'obtenir une autorisation, quiconque peut procéder à des importations.

D. MODALITÉS DE FIXATION DU NIVEAU DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS PAR L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Le niveau des importations effectuées par les importateurs autorisés ne fait l'objet d'aucune restriction au titre de la Loi sur le commerce de l'alcool.

E. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX À L'EXPORTATION

Les prix à l'exportation ne font l'objet d'aucune restriction au titre de la Loi sur le commerce de l'alcool.

F. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE REVENTE DES PRODUITS IMPORTÉS

Conformément à l'article 3 de l'Appendice de la Loi sur le commerce de l'alcool, la NEDO doit vendre l'alcool aux prix approuvés par le Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

G. INDIQUER SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT NÉGOCIE DES CONTRATS À LONG TERME; SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT EST UTILISÉE POUR REMPLIR LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ASSUMÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

La NEDO ne négocie pas de contrats à long terme.

H. BRÈVE DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU MARCHÉ

La NEDO effectue toutes les opérations d'achat d'alcool importé par des importateurs autorisés et produits par des producteurs autorisés. La NEDO vend l'alcool à des distributeurs ou consommateurs autorisés. Toutefois, ce monopole accordé à la NEDO n'a qu'une durée d'environ cinq ans à compter du 1^{er} avril 2001.

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

(Voir ci-joint les tableaux I à III concernant l'alcool.)

RIZ, FROMENT ET ORGE

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

A. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Gouvernement japonais (Office de contrôle des produits alimentaires).

B. DÉSIGNATION DES PRODUITS VISÉS (Y COMPRIS LA (LES) POSITION(S) TARIFAIRE(S) CORRESPONDANTE(S))

Riz et produits transformés et/ou préparés à base de riz (ci-après dénommés "riz").

Froment (blé), méteil, triticales et leurs produits transformés (ci-après dénommés "froment").

Orge et produits transformés à base d'orge (ci-après dénommés "orge"). (Pour connaître les numéros des positions tarifaires des produits concernés, voir ci-joint.)

II. RAISON ET OBJET

A. RAISON ET OBJET DE LA CRÉATION ET/OU DU MAINTIEN DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'Office de contrôle des produits alimentaires prend des mesures visant à stabiliser l'offre, la demande et les prix de certaines denrées alimentaires de base telles que le riz, le froment et l'orge, afin d'assurer la sécurité alimentaire et la stabilité de l'économie, conformément à la Loi sur la stabilisation de l'offre et de la demande et du prix des denrées alimentaires de base.

B. EXPOSÉ SUCCINCT DU FONDEMENT JURIDIQUE DE L'OCTROI DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX PERTINENTS, Y COMPRIS LES DISPOSITIONS LÉGALES ET BRÈVE DESCRIPTION DES POUVOIRS LÉGAUX OU CONSTITUTIONNELS

L'Office de contrôle des produits alimentaires importe du riz, du froment et de l'orge et exporte du riz en cas de nécessité, conformément à la Loi sur la stabilisation de l'offre et de la demande et du prix des denrées alimentaires de base.

Dispositions juridiques: articles 60, 62, 63, 67 et 69 de la Loi sur la stabilisation de l'offre et de la demande du prix des denrées alimentaires de base.

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

A. APERÇU DES OPÉRATIONS DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'Office de contrôle des produits alimentaires est principalement chargé d'importer du riz dans le cadre des possibilités d'accès minimales et du froment et de l'orge dans le cadre des possibilités d'accès courantes qui sont prévues dans la Liste XXXVIII - JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

L'Office de contrôle des produits alimentaires ne s'occupe pas de la commercialisation ou de la distribution des importations hors contingent de riz, de froment et d'orge, si ce n'est pour percevoir une partie des droits de douane hors contingent appliqués à ces importations.

B. INDICATION DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX DONT BÉNÉFICIE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'Office de contrôle des produits alimentaires importe du riz, du froment et de l'orge et exporte du riz en cas de nécessité, conformément à la Loi sur la stabilisation de l'offre et de la demande et du prix des denrées alimentaires de base.

L'Office de contrôle des denrées alimentaires prélève des marges sur les importations de riz, de froment et d'orge qui sont consolidées dans la Liste XXXVIII - JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

C. TYPE D'ENTITÉS AUTRES QUE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT QUI SONT AUTORISÉES À EFFECTUER DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS ET CONDITIONS DE LEUR PARTICIPATION À CES OPÉRATIONS

Les négociants privés sont libres d'importer du froment et de l'orge à condition d'acquitter les droits de douane hors contingent prévus dans la Liste XXXVIII - JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

En ce qui concerne le riz, suite à la tarification établie en avril 1999, les négociants privés sont libres d'importer du riz à condition d'acquitter les droits de douane hors contingent prévus dans la Liste XXXVIII - JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

D. MODALITÉS DE FIXATION DU NIVEAU DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS PAR L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'Office de contrôle des produits alimentaires est principalement chargé d'importer du riz dans le cadre des possibilités d'accès minimales et du froment et de l'orge dans le cadre des

possibilités d'accès courantes qui sont prévues dans la Liste XXXVIII - JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

L'Office de contrôle des produits alimentaires vend du riz destiné à l'aide alimentaire en vertu d'une décision du gouvernement. La quantité de l'aide alimentaire est fixée en fonction des demandes des pays bénéficiaires, des règles internationales régissant l'aide alimentaire, etc.

E. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX À L'EXPORTATION

L'Office de contrôle des produits alimentaires n'effectue aucune exportation à titre commercial de riz, de froment ou d'orge.

F. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE REVENTE DES PRODUITS IMPORTÉS

Le prix de vente du riz, du froment et de l'orge importés est déterminé en fonction des prix à l'importation, des frais d'administration et d'autres facteurs économiques.

Le prix de vente ainsi déterminé pour le riz, le froment et l'orge importés ne doit pas dépasser la somme du prix d'achat de chacun de ces produits et de la marge consolidée dans le cadre de l'Accord sur l'OMC.

Les marges appliquées au riz, au froment et à l'orge importés sont utilisées pour couvrir les frais de gestion, tels que les frais de stockage, les frais liés à l'achat et la vente, etc.

G. INDiquer SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT NÉGOCIE DES CONTRATS À LONG TERME; SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT EST UTILISÉE POUR REMPLIR LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ASSUMÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

L'Office de contrôle des produits alimentaires n'a conclu aucun contrat à long terme en ce qui concerne les importations ou les exportations de riz, de froment et d'orge.

H. BRÈVE DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU MARCHÉ

Sur le marché japonais du riz, la commercialisation est principalement entre les mains du secteur privé qui fixe librement les prix et les achats du gouvernement sur le marché intérieur se limitent uniquement aux quantités minimums nécessaires à la gestion des stocks prévue par la Loi sur la stabilisation de l'offre et de la demande et du prix des denrées alimentaires de base.

La plupart du froment et de l'orge consommés au Japon sont importés.

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

(Voir ci-joint les tableaux I à III.)

V. RAISONS DE L'ABSENCE DE COMMERCE AVEC L'ÉTRANGER

Néant.

VI. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Néant.

PRODUITS LAITIERS

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

A. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Office de l'agriculture et de l'élevage (ALIC).

B. DÉSIGNATION DES PRODUITS VISÉS (Y COMPRIS LA (LES) POSITION(S) TARIFAIRE(S) CORRESPONDANTE(S))

Produits laitiers désignés à usage général (lait écrémé en poudre, lait écrémé sous d'autres formes solides, lait entier en poudre et sous d'autres formes solides, lait concentré, babeurre en poudre et sous d'autres formes solides, lactosérum et lactosérum modifié, beurre et huile butyrique) ci-après dénommés "produits laitiers désignés à usage général". Pour connaître les numéros des positions tarifaires des produits concernés, voir la notification concernant l'administration des contingents tarifaires (G/AG/N/JPN/1).

II. RAISON ET OBJET

A. RAISON ET OBJET DE LA CRÉATION ET/OU DU MAINTIEN DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'ALIC est habilité à prendre des mesures visant à stabiliser l'offre, la demande et les prix des produits laitiers, à assurer le développement rationnel de l'industrie laitière et des industries connexes et à améliorer le régime alimentaire japonais, conformément aux dispositions de la Loi sur les mesures temporaires de compensation pour les producteurs de lait destiné à la transformation et de la Loi sur l'Office de l'agriculture et sur l'élevage.

Dans le cadre de ces mesures, l'ALIC importe des produits laitiers désignés, en sa qualité d'entreprise commerciale d'État, pour garantir le bon fonctionnement du système de stabilisation de l'offre et de la demande ainsi que des prix des produits laitiers.

B. EXPOSÉ SUCCINCT DU FONDEMENT JURIDIQUE DE L'OCTROI DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX PERTINENTS, Y COMPRIS LES DISPOSITIONS LÉGALES ET BRÈVE DESCRIPTION DES POUVOIRS LÉGAUX OU CONSTITUTIONNELS

Article 13 de la Loi sur les mesures temporaires de compensation pour les producteurs de lait destiné à la transformation.

Article 28 de la Loi sur l'Office de l'agriculture et de l'élevage.

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

A. APERÇU DES OPÉRATIONS DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'ALIC est chargé de procéder aux importations entrant dans le cadre des contingents des produits laitiers désignés, qui sont prévues dans la Liste XXXVIII - Japon annexée à l'Accord sur l'OMC.

L'ALIC ne s'occupe en aucune façon de la commercialisation ou de la distribution des importations hors contingent de produits laitiers désignés, si ce n'est pour percevoir une partie des droits de douane hors contingent appliqués à ces importations.

B. INDICATION DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX DONT BÉNÉFICIE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'ALIC prélève, sur les produits laitiers importés désignés, les marges qui sont consolidées dans la Liste XXXVIII - JAPON de l'Accord sur l'OMC.

C. TYPE D'ENTITÉS AUTRES QUE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT QUI SONT AUTORISÉES À EFFECTUER DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS ET CONDITIONS DE LEUR PARTICIPATION À CES OPÉRATIONS

Les négociants privés sont libres d'importer des produits laitiers désignés à condition d'acquitter les droits de douane hors contingent prévus dans la Liste XXXVIII - JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

D. MODALITÉS DE FIXATION DU NIVEAU DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS PAR L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'ALIC importe des produits laitiers désignés dans le cadre des possibilités d'accès courantes qui sont prévues dans la Liste XXXVIII - JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

E. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX À L'EXPORTATION

Ce point ne concerne pas l'ALIC.

F. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE REVENTE DES PRODUITS IMPORTÉS

Les prix de revente sont fixés par appel d'offres.

Les prix ne peuvent toutefois dépasser la somme du prix d'achat acquitté par l'ALIC et des marges consolidées prévues par la Liste XXXVIII - JAPON de l'Accord sur l'OMC.

G. INDIQUER SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT NÉGOCIE DES CONTRATS À LONG TERME; SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT EST UTILISÉE POUR REMPLIR LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ASSUMÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

L'ALIC n'a pas conclu de contrats à long terme pour l'importation de produits laitiers désignés.

H. BRÈVE DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU MARCHÉ

La demande intérieure totale de lait et produits laitiers s'est élevée pour l'exercice 2000 à 12,37 millions de tonnes d'équivalent lait.

Pendant le même exercice, la production de lait a atteint 8,42 millions de tonnes, dont 3,31 millions de tonnes ont été transformées en produits laitiers. La production de beurre, de lait écrémé en poudre et de fromage s'est élevée respectivement à 80 000 tonnes, 185 000 tonnes et 125 000 tonnes.

Pour répondre à la demande, 3,95 millions de tonnes (équivalent lait) de produits laitiers ont été importées pour l'exercice 2000. Les importations de beurre, de lait écrémé en poudre et de fromage ont représenté, pendant le même exercice, respectivement 0,5 millier de tonnes, 21 milliers de tonnes (à l'exclusion du lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation animale) et 209 milliers de tonnes.

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

(Voir ci-joint les tableaux I à III.)

V. RAISONS DE L'ABSENCE DE COMMERCE AVEC L'ÉTRANGER

Néant.

VI. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Néant.

SOIE GRÈGE

I. ÉNUMÉRATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

A. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

Office de l'agriculture et de l'élevage (ALIC).

B. DÉSIGNATION DES PRODUITS VISÉS (Y COMPRIS LA (LES) POSITION(S) TARIFAIRE(S) CORRESPONDANTE(S))

Soie grège (y compris le doupion). Pour connaître les numéros des positions tarifaires des produits concernés, voir la notification concernant l'administration des contingents tarifaires (G/AG/N/JPN/1).

II. RAISON ET OBJET

A. RAISON ET OBJET DE LA CRÉATION ET/OU DU MAINTIEN DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

En vertu des dispositions de la Loi sur la coordination des importations de soie grège, l'ALIC, entreprise commerciale d'État, est autorisée à importer de la soie grège dans le cadre des mesures de coordination des importations de la soie grège, afin de promouvoir une gestion stable de la sériciculture et de l'industrie de la soie grège et de favoriser l'accroissement de la demande de soie grège.

B. EXPOSÉ SUCCINCT DU FONDEMENT JURIDIQUE DE L'OCTROI DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX PERTINENTS, Y COMPRIS LES DISPOSITIONS LÉGALES ET BRÈVE DESCRIPTION DES POUVOIRS LÉGAUX OU CONSTITUTIONNELS

Dispositions juridiques: article 2 de la Loi sur la coordination des importations de soie grège.

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

A. APERÇU DES OPÉRATIONS DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'ALIC procède aux importations de soie grège entrant dans le cadre du contingent, qui sont prévues dans la Liste XXXVIII – JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

L'ALIC ne s'occupe ni de la commercialisation, ni de la distribution des importations de soie grège hors contingent, si ce n'est pour percevoir une partie des droits de douane hors contingent appliqués à ces importations.

B. INDICATION DES DROITS OU PRIVILÈGES EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX DONT BÉNÉFICIE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'ALIC procède aux importations de soie grège dans le cadre du contingent.

C. TYPE D'ENTITÉS AUTRES QUE L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT QUI SONT AUTORISÉES À EFFECTUER DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS ET CONDITIONS DE LEUR PARTICIPATION À CES OPÉRATIONS

Les négociants privés sont libres d'importer de la soie grège à condition d'acquitter les droits de douane hors contingent prévus dans la Liste XXXVIII - JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

D. MODALITÉS DE FIXATION DU NIVEAU DES IMPORTATIONS/EXPORTATIONS PAR L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT

L'ALIC importe de la soie grège dans le cadre des possibilités d'accès courantes qui sont prévues dans la Liste XXXVIII - JAPON annexée à l'Accord sur l'OMC.

E. MODALITÉS DE LA DÉTERMINATION DU PRIX À L'EXPORTATION PAR L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT – PAR EXEMPLE, I) PAR RAPPORT AUX PRIX SUR D'AUTRES MARCHÉS, ET II) PAR APPEL D'OFFRES. DONNER DES RENSEIGNEMENTS SUR L'UTILISATION DES RECETTES OBTENUES

L'ALIC n'exporte pas de soie grège.

F. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE REVENTE DES PRODUITS IMPORTÉS

Les prix de vente sur le marché intérieur de la soie grège importée sont déterminés en fonction des prix à l'importation, des frais d'administration, des prix intérieurs de la soie grège et d'autres facteurs économiques.

G. INDIQUER SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT NÉGOCIE DES CONTRATS À LONG TERME; SI L'ENTREPRISE COMMERCIALE D'ÉTAT EST UTILISÉE POUR REMPLIR LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ASSUMÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

L'ALIC n'a pas conclu de contrats à long terme pour l'importation de soie grège.

H. BRÈVE DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU MARCHÉ

La demande intérieure de soie grège est satisfaite par la production intérieure et les importations de soie grège.

Le déclin de la demande de produits en soie entraîne un ralentissement de la demande intérieure de soie grège ainsi qu'une diminution de la production de soie grège au fil des années.

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

(Voir ci-joint les tableaux I à III.)

V. RAISONS DE L'ABSENCE DE COMMERCE AVEC L'ÉTRANGER

Les importations hors contingent de soie grège par des négociants privés permettent de combler la différence entre la demande intérieure et la production de soie grège.

VI. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Le 1^{er} avril 1998, la Loi sur la stabilisation des prix des cocons et de la soie grège a été modifiée pour devenir la Loi sur la coordination des importations de soie grège, supprimant les achats et les ventes de soie grège produite dans le pays qui sont effectués par l'ALIC pour stabiliser les prix intérieurs de la soie grège.

Le même jour ont été abrogées la Loi sur l'industrie du dévidage de la soie et la Loi sur la sériciculture.

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: SOCIÉTÉ JAPONAISE DES TABACS (JTI)

Renseignements statistiques: Importations

Désignation du produit (et numéro du SH)	Exercice	Quantité totale importée (tonnes)	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État (tonnes)	Prix moyen à l'importation (yen/kg)	Prix représentatif moyen de vente sur le marché intérieur (yen/kg)	Majoration (yen/kg)	Production nationale (tonnes)
Tabac en feuilles SH n° 2401.10, 2401.20, 2401.30, 2403.91	1998	101 334	100 099	74 300	-	-	63 970
	1999	95 604	94 610	65 900	-	-	64 737
	2000						

Source: Ministère des finances "Statistiques commerciales du Japon" - Données JTI.

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: SOCIÉTÉ JAPONAISE DES TABACS (JTI)

Renseignements statistiques: Exportations

Désignation du produit (et numéro du SH)	Exercice	Quantité totale exportée (tonnes)	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État (tonnes)	Prix d'achat moyen (yen/kg)	Prix représentatif moyen de vente sur le marché intérieur (yen/kg)	Prix moyen à l'exportation (yen/kg)	Production nationale (tonnes)
Tabac en feuilles SH n° 2401.10, 2401.20, 2401.30, 2403.91	1998	1	-	-	-	-	63 970
	1999	0	-	-	-	-	64 737
	2000						

Source: Ministère des finances "Statistiques commerciales du Japon" - Données JTI.

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: SOCIÉTÉ JAPONAISE DES TABACS (JTI)

Renseignements statistiques: Activités sur le marché intérieur

Désignation du produit (et numéro du SH)	Exercice	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (tonnes)	Production nationale (tonnes)	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (tonnes)	Consommation nationale (tonnes)
Tabac en feuilles SH n° 2401.10, 2401.20, 2401.30, 2403.91	1998	63 970	63 970	-	165 866
	1999	64 737	64 737	-	168 558
	2000				

Source: Données JTI.

TABLEAU I

CENTRE INDUSTRIEL JAPONAIS DU SEL

Renseignements statistiques: Importations

Désignation du produit (et numéro du SH)	Exercice	Quantité totale importée (milliers de tonnes)	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État (milliers de tonnes)	Prix moyen à l'importation (dollars/tonne)	Prix représentatif moyen de vente sur le marché intérieur (yen/tonne)	Majoration	Production nationale (milliers de tonnes)
Sel (SH n° 2501.00)	1998	7 550	482	36,13	19 900		1 293
	1999	8 097	483	38,37	19 900		1 327
	2000						

Source: Ministère des finances.

TABLEAU III

CENTRE INDUSTRIEL JAPONAIS DU SEL

Renseignements statistiques: Activités sur le marché intérieur

Désignation du produit (et numéro du SH)	Exercice	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (milliers de tonnes)	Production nationale (milliers de tonnes)	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (milliers de tonnes)	Consommation nationale (milliers de tonnes)
Sel (SH n° 2501.00)	1998	200	1 293	705	9 090
	1999	172	1 327	695	9 483
	2000				

Source: Ministère des finances.

TABLEAU I

GOUVERNEMENT DU JAPON (MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

Renseignements statistiques: Importations

Désignation du produit	Quantité totale importée (kg)	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État (kg)	Prix moyen à l'importation (dollars EU/kg)	Prix représentatif moyen sur le marché intérieur (yen/kg)	Majoration	Production nationale (kg)
Opium (SH 1302.11)	70 000 (EBJ 1998)	70 000 (EBJ 1998)	70	202 500	-	3,6 (EBJ 1998)
	142 000 (EBJ 1999)	142 000 (EBJ 1999)	77,5	202 500	-	2,5 (EBJ 1999)
	120 000 (EBJ 2000)	120 000 (EBJ 2000)	77,5	202 500	-	2,7 (EBJ 2000)

Le taux de conversion est d'environ 125 yen pour 1 dollar EU. L'exercice budgétaire japonais (EBJ) va d'avril à mars. (L'opium comprend 10 pour cent de morphine.)

TABLEAU II

GOUVERNEMENT DU JAPON (MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

Renseignements statistiques: Exportations

Désignation du produit	Quantité totale exportée (kg)	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen	Prix représentatif moyen de vente sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Opium (SH 1302.11)	0 (EBJ 1998)	-	-	-	-	3,6 (EBJ 1998)
	0 (EBJ 1999)	-	-	-	-	2,5 (EBJ 1999)
	0 (EBJ 2000)	-	-	-	-	2,7 (EBJ 2000)

L'exercice budgétaire japonais (EBJ) va d'avril à mars.

TABLEAU III

GOUVERNEMENT DU JAPON (MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

Renseignements statistiques: Activités sur le marché intérieur

Désignation du produit	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (kg)	Production nationale (kg)	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (kg)	Consommation nationale (kg)*
Opium (SH 1302.11)	3,6 (EBJ 1998)	3,6 (EBJ 1998)	102 860 (EBJ 1998)	55 (Année civile 1998)
	2,5 (EBJ 1999)	2,5 (EBJ 1999)	85 061 (EBJ 1999)	49,758 (Année civile 1999)
	2,7 (EBJ 2000)	2,7 (EBJ 2000)	109 660 (EBJ 2000)	Non calculée (Année civile 2000)

Le taux de conversion est d'environ 116 yen pour 1 dollar EU. L'exercice budgétaire japonais (EBJ) va d'avril à mars.

* Les chiffres indiquent la consommation nationale sous forme d'opium (*ahen seizai*).

TABLEAU I

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: IMPORTATIONS

Exercice	Désignation du produit (SH n° 2207.10)	Quantité totale importée (milliers de litres)	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État (milliers de litres)	Prix moyen à l'importation (dollars EU)	Prix représentatif moyen de vente sur le marché intérieur	Majoration	Production nationale (milliers de litres)
1998	Alcool éthylique	394 621	146 730	421	116 000 yen (1 dollar = 131,37 yen)	-	277 393
1999	"	398 698	147 556	354	116 000 yen (1 dollar = 114,37 yen)	-	289 523
2000	"	426 780	169 609	336	116 000 yen (1 dollar = 107,36 yen)	-	306 794

TABLEAU II

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: EXPORTATIONS

Exercice	Désignation du produit (SH n° 2207.10)	Quantité totale exportée (milliers de litres)	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État (milliers de litres)	Prix d'achat moyen	Prix représentatif moyen de vente sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale (milliers de litres)
1998	Alcool éthylique	193	0	-	116 000 yen (1 dollar = 131,37 yen)	-	277 393
1999	"	232	0	-	116 000 yen (1 dollar = 114,37 yen)	-	289 523
2000	"	300	0	-	116 000 yen (1 dollar = 107,36 yen)	-	306 794

TABLEAU III**RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES: ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR**

Exercice	Désignation du produit (SH n° 2207.10)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (milliers de litres)	Production nationale (milliers de litres)	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur (milliers de litres)	Consommation nationale (milliers de litres)
1998	Alcool éthylique	20 000	277 393	277 051	277 051
1999	"	20 000	289 523	293 036	293 036
2000	"	20 000	306 794	300 089	300 089

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: OFFICE DE CONTRÔLE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Renseignements statistiques: Importations

(Unité: milliers de tonnes - Majoration: yen/kg)

Désignation du produit (et numéro du SH)	Quantité totale importée		Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État		Prix moyen d'importation		Prix représentatif moyen de vente sur le marché intérieur		Majoration		Production nationale	
1	2		3		4		5		6		7	
Riz	EB 1998	593	EB 1998	632					EB 1998	158	EB 1997	10 025
	EB 1999	627	EB 1999	653					EB 1999	170	EB 1998	8 960
	EB 2000	690	EB 2000	693					EB 2000	n.d.	EB 1999	9 175
Froment	EB 1998	5 824	EB 1998	5 822					EB 1998	24	EB 1997	573
	EB 1999	5 781	EB 1999	5 779					EB 1999	26	EB 1998	570
	EB 2000	5 899	EB 2000	5 895					EB 2000	n.d.	EB 1999	583
Orge	EB 1998	1 593	EB 1998	1 584					EB 1998	8	EB 1997	194
	EB 1999	1 597	EB 1999	1 593					EB 1999	8	EB 1998	144
	EB 2000	1 619	EB 2000	1 611					EB 2000	n.d.	EB 1999	205

- Notes:
1. Pour les numéros du SH, voir ci-joint.
 2. Les chiffres indiqués dans la colonne "Majoration" pour l'exercice 2000 sont provisoires.
 3. Source des données: Ministère des finances "Statistiques commerciales du Japon".
Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches "Bilan alimentaire".
Données de l'Office de contrôle des produits alimentaires.

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: OFFICE DE CONTRÔLE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Renseignements statistiques: Exportations

(Unité: milliers de tonnes, yen/tonne)

Désignation du produit (et numéro du SH)	Quantité totale exportée		Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État		Prix d'achat moyen		Prix représentatif moyen de vente sur le marché intérieur		Prix moyen à l'exportation		Production nationale	
1	2		3		4		5		6		7	
Riz	EB 1998	823	EB 1998	823	EB 1998	131 012	EB 1998	250 918	EB 1998	n.d.	EB 1997	10 025
	EB 1999	129	EB 1999	129	EB 1999	144 142	EB 1999	247 666	EB 1999	n.d.	EB 1998	8 960
	EB 2000	n.d.	EB 2000	n.d.	EB 2000	n.d.	EB 2000	n.d.	EB 2000	n.d.	EB 1999	9 175

- Notes:
1. Pour les numéros du SH, voir ci-joint.
 2. Toute la quantité exportée l'a été au titre de l'aide alimentaire.
 3. Pour l'exercice budgétaire 2000, les chiffres des colonnes 2, 3, 4 et 5 n'ont pas été déterminés.
 4. Source des données: Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches "Bilan alimentaire".
Données de l'Office de contrôle des produits alimentaires.

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: OFFICE DE CONTRÔLE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Renseignements statistiques: Activités sur le marché intérieur

(Unité: milliers de tonnes)

Désignation du produit (et numéro du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur		Production nationale		Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur		Consommation nationale	
1	2		3		4		5	
Riz	EB 1998	300	EB 1997	10 025	EB 1998	829	EB 1997	10 107
	EB 1999	449	EB 1998	8 960	EB 1999	818	EB 1998	9 908
	EB 2000	n.d.	EB 1999	9 175	EB 2000	n.d.	EB 1999	9 905
Froment	EB 1998	526	EB 1997	573	EB 1998	5 833	EB 1997	6 290
	EB 1999	540	EB 1998	570	EB 1999	5 960	EB 1998	6 224
	EB 2000	n.d.	EB 1999	583	EB 2000	n.d.	EB 1999	6 282
Orge	EB 1998	65	EB 1997	194	EB 1998	1 683	EB 1997	2 708
	EB 1999	85	EB 1998	144	EB 1999	1 719	EB 1998	2 694
	EB 2000	n.d.	EB 1999	205	EB 2000	n.d.	EB 1999	2 768

- Notes: 1. Pour les numéros du SH, voir ci-joint.
2. Source des données: Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches "Bilan alimentaire".
Office de contrôle des produits alimentaires.

1. Riz et produits transformés et/ou préparés à base de riz

1006.10.010	1901.90.587
1006.20.010	1904.10.211
1006.30.010	1904.20.211
1006.40.010	1904.90.120
1102.30.010	2106.90.517
1103.14.010	
1103.29.250	
1104.19.250	
1104.29.250	
1901.20.122	
1901.20.162	
1901.90.142	

2. Froment, méteil, triticales et leurs produits transformés

1001.10.010	1104.19.121
1001.90.011	1104.29.111
1001.90.016	1104.29.121
1001.90.019	1108.11.010
1008.90.021	1901.20.131
1101.00.011	1901.20.151
1101.00.091	1901.90.151
1102.90.210	1901.90.171
1103.11.010	1904.10.221
1103.19.210	1904.20.221
1103.21.010	1904.90.210
1103.29.410	2106.90.214
1104.19.111	

3. Orge et ses produits transformés

1003.00.011	1901.20.141
1003.00.019	1901.90.161
1102.90.110	1904.10.231
1103.19.110	1904.20.231
1103.29.310	1904.90.310
1104.11.010	2106.90.216
1104.21.010	

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: OFFICE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

Renseignements statistiques: Importations

(Unité: tonnes métriques, yen/kg)

Désignation des produits (et numéro du SH)	Quantité totale importée	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix représentatif moyen de vente sur le marché intérieur	Majoration	Production nationale
1	2	3	4	5	6	7
Lait écrémé en poudre et sous forme d'autres solides (0402.10, 0402.21)	21 638 (1998) 21 442 (1999) 20 820 (2000)	17 100 16 800 16 500	210 159 209	547 546 545	- - -	198 088 196 556 184 650
Lait entier en poudre et sous d'autres formes solides (0402.21, 0402.29)	3 (1998) 15 (1999) 19 (2000)	0 0 0	- - -	782 780 779	- - -	18 524 18 215 17 965
Lait concentré (0402.99)	62 (1998) 81 (1999) 46 (2000)	0 0 0	- - -	355 354 353	- - -	41 254 40 829 39 224
Babeurre en poudre et sous forme d'autres solides (0403.90)	4 (1998) 11 (1999) 14 (2000)	0 0 0	- - -	_* _* _*	- - -	_* _* _*
Lactosérum et lactosérum modifié (0404.10)	10 815 (1998) 15 076 (1999) 14 187 (2000)	3 900 4 200 4 500	219 172 172	_* _* _*	- - -	_* _* _*
Beurre et huile butyrique (0405.10, 0405.20, 0405.90)	560 (1998) 470 (1999) 454 (2000)	0 0 0	- - -	991 974 945	- - -	88 111 89 562 79 915

Remarque: (*) Absence de statistique officielle.

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: OFFICE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

Renseignements statistiques: Exportations

(Unité: tonnes métriques, yen japonais)

Désignation des produits (et numéro du SH)	Quantité totale exportée	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen	Prix représentatif moyen de vente sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
1	2	3	4	5	6	7
Lait écrémé en poudre et sous forme d'autres solides (0402.10, 0402.21)	4 (1998) 2 (1999) 3 (2000)	0 0 0	- - -	547 546 545	- - -	198 088 196 556 184 650
Lait entier en poudre et sous d'autres formes solides (0402.21, 0402.29)	4 (1998) 8 (1999) 369 (2000)	0 0 0	- - -	782 780 779	- - -	18 524 18 215 17 965
Lait concentré (0402.99)	4 (1998) 45 (1999) 11 (2000)	0 0 0	- - -	355 354 353	- - -	41 254 40 829 39 224
Babeurre en poudre et sous forme d'autres solides (0403.90)	317 (1998) 346 (1999) 338 (2000)	0 0 0	- - -	_* _* _*	- - -	_* _* _*
Lactosérum et lactosérum modifié (0404.10)	15 (1998) 11 (1999) 1 655 (2000)	0 0 0	- - -	_* _* _*	- - -	_* _* _*
Beurre et huile butyrique (0405.10, 0405.20, 0405.90)	0 (1998) 17 (1999) 7 (2000)	0 0 0	- - -	991 974 945	- - -	88 111 89 562 79 915

Remarque: (*) Absence de statistique officielle.

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: OFFICE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

Renseignements statistiques: Activités sur le marché intérieur

(Unité: tonnes métriques, Yen japonais/kg)

Désignation des produits (et numéro du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
1	2	3	4	5
Lait écrémé en poudre et sous forme d'autres solides (0402.10, 0402.21)	0 (1998) 0 (1999) 0 (2000)	198 088 196 556 184 650	0 0 0	225 000 220 000 _*
Lait entier en poudre et sous d'autres formes solides (0402.21, 0402.29)	0 (1998) 0 (1999) 0 (2000)	18 524 18 215 17 965	0 0 0	19 000 19 000 _*
Lait concentré (0402.99)	0 (1998) 0 (1999) 0 (2000)	41 254 40 829 39 224	0 0 0	49 000 42 000 _*
Babeurre en poudre et sous forme d'autres solides (0403.90)	0 (1998) 0 (1999) 0 (2000)	_* _* _*	0 0 0	_* _* _*
Lactosérum et lactosérum modifié (0404.10)	0 (1998) 0 (1999) 0 (2000)	_* _* _*	0 0 0	_* _* _*
Beurre et huile butyrique (0405.10, 0405.20, 0405.90)	0 (1998) 0 (1999) 0 (2000)	88 111 89 562 79 915	0 0 0	83 000 84 000 _*

Remarque: (*) Absence de statistique officielle.

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: OFFICE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

Renseignements statistiques: Importations

Désignation du produit	Quantité totale importée (tonnes)	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État (tonnes)	Prix moyen à l'importation	Prix représentatif moyen de vente sur le marché intérieur	Majoration (yen/kg)	Production nationale (tonnes)	Exercice budgétaire japonais
1	2	3	4	5	6	7	
Soie grège	2 063	0				955	1998
	2 340	0				613	1999
	2 195	0				517	2000

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: OFFICE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

Renseignements statistiques: Activités sur le marché intérieur

Unité: tonne

Désignation du produit	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale	Exercice budgétaire japonais
1	2	3	4	5	
Soie grège	0	955	0	3 003	1998
	0	613	0	3 002	1999
	0	517	0	2 752	2000